

**Réduction des services au public, contrats ultra-précaires : à la BnF, c'est double peine pour les étudiant-e-s !**



Section de la Bibliothèque nationale de France  
[sud@bnf.fr](mailto:sud@bnf.fr) et [sudbnf@hotmail.fr](mailto:sudbnf@hotmail.fr)  
<https://sudculturebnf.wordpress.com/>



Fédération Solidaires Etudiant-e-s  
[contact@solidaires-etudiant-e-s.org](mailto:contact@solidaires-etudiant-e-s.org)  
<https://solidaires-etudiant-e-s.org/site/>

**Réduction des services au public, contrats ultra-précaires :**  
**à la Bibliothèque nationale de France, c'est double peine pour les étudiant-e-s !**

**Réduction du service de communication des documents de la bibliothèque de recherche :**

La direction de la BnF veut imposer, à partir du 2 mai, une réduction drastique des services offerts au public, en particulier en bibliothèque de recherche. En effet, cette réorganisation prévoit qu'il n'y aura plus de communication directe des documents entre 9h et 13h, soit une réduction de moitié des horaires de communication des documents.

Cette mesure toucherait aussi les étudiant-e-s qui utilisent la BnF dans le cadre de leurs études. Elle réduira leur possibilité de commander immédiatement des documents dont ils/elles viennent de découvrir l'existence ou souhaitent consulter suite à des lectures. Elle cassera le rythme de la recherche et est en pleine contradiction avec la façon de travailler des chercheurs/ses, étudiant-e-s ou enseignant-e-s. Elle aura des conséquences négatives fortes pour ceux et celles qui se rendent à la BnF dès le matin, pour ceux et celles qui ont des contraintes de planning fortes, à cause de cours à suivre ou d'un travail pour financer leurs études, pour les parents qui ne peuvent pas rester à la BnF jusqu'à 20h le soir (et on sait que dans ce cas cela pénalise avant tout les mères), pour ceux et celles qui ne viennent à la BnF que ponctuellement, pour ceux et celles qui n'habitent pas en région parisienne et qui ne peuvent venir à la BnF qu'à certaines périodes.

Malgré les fables de la direction de la BnF, le but de cette réduction des services au public n'est ni de s'adapter à des usages qui auraient soi-disant évolués, ni de dégager du temps pour les agent-es, mais de continuer à supprimer des postes, en particulier de magasinage. En 10 ans, à peu près 270 postes de magasinage ont été supprimés, ce qui représente 32% des effectifs de magasinage. C'est une saignée énorme et sans précédent mise en œuvre par la direction de la BnF et le ministère de la Culture, qui s'est d'ailleurs accélérée depuis 2 ans en profitant de la crise sanitaire. Il est déjà impossible aujourd'hui d'assurer le service public dans de bonnes conditions aussi bien pour le personnel que pour les usagers-ères. Mais plutôt que de créer des postes à la hauteur des besoins nécessaires, la direction de la BnF veut imposer ce projet de réorganisation dont nous savons bien que le but n'est pas simplement de gérer le sous-effectif, mais de continuer à supprimer des postes de magasinage. De plus, il dégrade les conditions de travail des agent-e-s, en imposant des plannings de travail en service public plus rigides, ce qui va rendre les journées de travail plus difficiles.

Ce projet de réorganisation du service public est néfaste pour tout le monde, comme l'ont bien compris les très nombreux/ses usagers-ères de la BnF qui se mobilisent contre, mais aussi le personnel de la BnF et leurs organisations syndicales qui se mobilisent de la même façon. Solidaires Etudiant-e-s et SUD Culture BnF demandent donc son abandon complet.

**Imposition forcée de l'ultra-précarité en ciblant les étudiant-e-s :**

En plus, la direction de la BnF veut imposer une autre régression sociale qui concerne aussi les étudiant-e-s. En effet, grâce aux grèves victorieuses du personnel de la BnF, portées par la

section SUD Culture de la BnF, en 2016 et en 2018-2019, les agent-e-s contractuel-le-s à temps incomplet qui travaillent uniquement en service public sur des besoins permanents, souvent en fin de journée et le week-end, sont embauchés en CDI avec des contrats de 110 heures par mois, ainsi que l'accès à l'ensemble des prestations sociales offertes au personnel de la BnF et une grille d'avancement de salaires.

Ce sont là des acquis sociaux inacceptables pour la direction de la BnF puisqu'elle a décidé de les supprimer et qu'elle veut imposer à partir du mois de juin, l'embauche des futurs contractuel-le-s à temps incomplet en CDD d'un an, renouvelable éventuellement une année de plus, à mi-temps, pour un salaire d'à peu près 780 euros par mois. A cause de cette durée très courte de contrats, ces agent-e-s seront exclu-e-s de la plupart des prestations sociales offertes par la BnF (dont l'accès à son parc de logements sociaux) et n'auront droit qu'à des indemnités chômage ridicules à cause de la contre-réforme imposé par le gouvernement. Il s'agit donc de contrats ultra-précaires, indignes d'un établissement public comme la BnF et contraire aussi bien au protocole de fin de grève signé en 2016 par la direction de la BnF qu'à l'instruction du ministère de la Culture de juillet 2015.

Or, afin de donner un aspect « présentable » à ces contrats ultra-précaires, la direction de la BnF affirme qu'elle compte les réserver à des étudiant-e-s, en présentant cela comme une mesure d'aide pendant un an, éventuellement deux, qui permettrait un salaire d'appoint (de « l'argent de poche ») complété par les aides familiales ou des bourses et une belle ligne sur le CV. Cette charité de façade, pleine de cynisme et de mépris, qui vise à utiliser la pauvreté réelle des étudiant-e-s pour casser un acquis social et imposer l'ultra-précarité est inacceptable. Elle ne tient bien sûr aucun compte de la réalité de la vie des étudiant-e-s et de ce dont ils et elles ont besoin. Car ces conditions ne permettent pas de se loger dignement de se consacrer sereinement à ses études, d'avoir un revenu décent pour vivre et étudier, ni même d'acquérir de l'ancienneté et de l'expérience pour trouver un travail dans la fonction publique et le monde des bibliothèques. C'est fouler au pied les vrais besoins des étudiant-e-s, alors que la moitié d'entre eux/elles n'ont pas mangé à leur faim pendant la crise sanitaire et qu'un tiers au moins d'entre eux/elles vivent sous le seuil de pauvreté.

Ce qui est nécessaire aux étudiant-e-s, c'est un contrat en CDI avec un revenu le plus décent possible, ouvrant droit aux prestations sociales et offrant des possibilités d'évolutions professionnelles, en fait ce qui se fait déjà depuis des années. Car cela leur permet de se concentrer sur leurs études sans devoir constamment rechercher un nouveau travail et craindre pour leur avenir, cela leur garanti un revenu décent, cela leur permet de gérer la transition au moment de la fin de leurs études, cela leur permet de se loger et cela leur offre la possibilité de passer en interne des concours de la fonction publique. La vraie avancée sociale pour les étudiant-e-s, la vraie mesure en leur faveur, elle est là.

C'est pourquoi Solidaires Etudiant-e-s et la section SUD Culture de la BnF exigent aussi l'abandon de ce projet de contrats ultra-précaires et le maintien de l'embauche en CDI à 110 heures de travail par mois des contractuel-le-s à temps incomplet.

Contre la réduction des services au public et contre l'ultra-précarité, il faut se mobiliser ensemble, personnel de la BnF, étudiant-e-s et usagers-ères. Pour cela, nous appelons à signer les deux pétitions en ligne qui dénoncent ces mesures :

Nous appelons aussi à nous réunir ensemble pour agir, à manifester, à mener des actions, à faire grève et à soutenir la grève.

**Ni communication au rabais, ni ultra-précarité,  
il faut du personnel stable pour un service public de qualité !**

21/04/2022